

# LES CRISES

Dans ce dossier, le terme de crises est au pluriel. En effet, la particularité de la crise socio-économique mondiale d'ampleur réside dans sa conjonction : avec l'avancée rapide d'une crise écologique – qui traduit, à sa manière, l'interconnexion entre la brutalité de l'exploitation des « ressources naturelles » et celle des « ressources humaines » ; avec une crise alimentaire et sanitaire frappant rudement des pans entiers, paupérisés à l'extrême, de la population mondiale ; enfin, avec la poursuite de guerres.

En pleine débâcle économique, n'assiste-t-on pas à la requête adressée au Congrès américain par l'administration Obama, pour l'année fiscale se terminant en septembre 2009, d'un supplément budgétaire de 83,4 milliards de dollars ? Ils doivent servir à financer deux guerres en cours (en Irak et Afghanistan) et à conduire des initiatives « antiterroristes » au Pakistan.

4 Les Etats-Unis sont toujours hégémoniques militairement. Mais ils doivent emprunter quelque 2 milliards de dollars par jour pour financer leurs déficits. Parmi leurs créanciers, on trouve le Japon (détenteur de 634,8 milliards de titres de la dette états-unienne) et la Chine (739,6 milliards). L'administration Obama, sous la houlette de dirigeants sortis de Wall Street et des grandes banques, injecte des milliards dans le système bancaire et les assurances. Des 700 milliards dollars du plan Paulson, selon Tim Geithner, il en restait moins de 135, à la fin de mars 2009. Wall Street (banques et assureurs) a tout englouti. La Réserve fédérale et le Trésor s'aventurent sur des terrains mouvants à la recherche de nouvelles sources de financement afin de socialiser les pertes. Faut-il rappeler que, jusqu'à aujourd'hui, les salarié-e-s et contribuables du Japon – lui aussi rudoyé par une récession d'une rare ampleur – paient le renflouement des banques frappées par le tsunami du dégonflement de la bulle spéculative immobilière des années 1980 ?

Les références à la Grande Dépression sont, désormais, quasi quotidiennes. A y regarder de plus près, les similitudes existent avec les années 1930. Mais les différences sont grandes, ne serait-ce que l'absence d'une montée ouvrière organisée aux Etats-Unis, sans mentionner d'autres éléments. La contribution de Chris Harman et divers encadrés permettent de revisiter la Grande Dépression pour mieux en comprendre les mécanismes et, à la fois, saisir les origines de la grande crise passée et de la crise présente, avec leur configuration spécifique. Deux autres articles analysent divers aspects de la crise socio-économique internationale.

Claude Serfati, dans une contribution fournie – prenant pour prétexte le livre de Joseph Stiglitz et Linda J. Blimes consacré au coût de la guerre en Irak –, dégage les lignes de forces de l'appareil militaire et sécuritaire des Etats-Unis, c'est-à-dire l'articulation entre militarisme et capitalisme en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Comme pour tenir à distance la « crise climatique » et sembler lui offrir une réponse, à moyen terme, le thème du « New Deal vert » fait florès. Il laisse aussi percevoir le besoin d'ouvrir de nouveaux champs d'investissements pour de grandes firmes, y compris financières. Alain Bihl replace cette volonté affirmée – et ce qu'elle pourrait traduire en initiatives concrètes – dans le cadre des déterminations et limites que lui impose la logique même de la reproduction du capital.

Sa réflexion nous permet, dans un esprit éloigné de toute révérence biblique, de renvoyer à une observation d'un auteur du XIX<sup>e</sup> siècle qui écrivait : « Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en *boni patres familias* [en bons père de famille]. » [1] Il se nomme Karl Marx. On en reparle. Il faudrait le lire et en débattre. (Réd.)

[1] Voir *Le Capital*, Livre III, Tome 3, chapitre 46, p. 159, Ed. Sociales, 1960, p. 159.